



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



Bruxelles, le 9 Avril 1994

COMMUNIQUE DE PRESSE L0001679

Les auteurs de l'attentat dont ont été victimes le président Habyarimana, le président du Burundi et des personnalités qui les accompagnaient n'ont pas encore, à ce jour, été identifiés. Le FPR se joint aux voix qui se sont exprimées pour réclamer une enquête internationale.

Aujourd'hui, à la suite de cet attentat, notre pays est plongé dans un bain de sang par ceux-là même qui, de longue date, ont planifié la purification ethnique et politique. La mort du président de la République a donné aux extrémistes du MRND-CDR, dont la Garde présidentielle constitue le bras armé, le signal d'une chasse à courre des membres de l'opposition, des entrepreneurs, de ceux qui sont victimes d'être nos "tutsi", des membres du clergé, de l'intelligentsia et des ONG. Ils n'hésitent pas de s'en prendre aux ressortissants étrangers et aux casques bleus venus aider notre pays à s'engager sur la voie de la démocratie. Leurs visées sont évidentes : décimer l'opposition, plonger le pays dans l'obscurantisme et intimider les ressortissants étrangers. Le FPR condamne ces actes barbares et ne peut les tolérer plus longtemps.

Sans vergogne, les commanditaires des ces massacres viennent de se constituer en "comité de salut public". Faut-il rappeler que ce sont les mêmes qui, par leurs stratagèmes, ont bloqué la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha. Quel "salut public" les ennemis de la paix peuvent-ils apporter à notre pays ? Le FPR rejette catégoriquement un gouvernement constitué pour/dans la terreur.

Le FPR comprend que les Etats-Unis, la France et la Belgique décident de rapatrier leurs ressortissants pris dans l'engrenage de la violence. Il rappelle que ces pays se sont engagés à son égard à limiter le mandat de leurs troupes à cette seule mission humanitaire. La durée de leur présence dans notre pays doit rester raisonnable. L'expérience nous a appris que certains pays manient le double langage et ne respectent pas la parole donnée. Le FPR refusera de cautionner ceux qui cherchent à transformer de prétendues missions humanitaires en assistance militaire à des régimes autocratiques à bout de course.

JRwego
James RWEGO
Directeur du Bureau de Coordination.